

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

Drirre Franche-Comté
Subdivision de Haute-Saône 1

ARRETE DRIRE/I/2003 n° 3138

en date du 01 DEC. 2003

mettant en demeure la SA COMPAGNIE GÉNÉRALE DE
SCIERIE ET DE MENUISERIE (C.G.S.M.), de satisfaire
aux dispositions techniques de son arrêté préfectoral
d'autorisation pour l'installation qu'elle exploite sur le
territoire de la commune de JUSSEY.

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 modifié du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, pris en application du code précité ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 538 du 13 mars 1998 autorisant la COMPAGNIE GÉNÉRALE DE SCIERIE ET DE MENUISERIE (C.G.S.M.) à exploiter une fabrique de cercueils sur le territoire de la commune de JUSSEY et notamment son article 7.2.2. ;

VU le procès-verbal d'infractions dressé par l'inspecteur des installations classées le 8 avril 2003 à l'encontre de la SA C.G.S.M. dans le cadre d'une explosion survenue dans un silo de déchets de bois, relatant le non respect de la prescription correspondante susvisée et le rapport d'accident associé ;

VU l'avis et les propositions de monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté en date du 2 juin 2003 et du 20 novembre 2003 ;

CONSIDERANT que la SA. C.G.S.M. a été invitée, par courrier du 26 juin 2003, à satisfaire dans un délai de deux mois, aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 538 du 13 mars 1998 et notamment à celles de l'article 7-2-2 ;

CONSIDERANT que les éléments transmis le 10 novembre 2003 par la SA. C.G.S.M. ne satisfont pas aux prescriptions susvisées ;

CONSIDERANT que l'exploitation des installations est menée dans des conditions irrégulières et qu'il importe, pour éviter le renouvellement des faits et la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé, de mettre fin à cette situation dans les meilleurs délais ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La SA C.G.S.M. ayant son siège social 14 B, Rue du Chapeau Rouge -BP 55233- 21052 DIJON Cedex, est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de JUSSEY, de satisfaire aux dispositions de l'article 7.2.2. de l'arrêté préfectoral n° 538 du 13 mars 1998 susvisé réglementant ses activités en prenant les dispositions qui suivent, sous un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- recenser l'ensemble des endroits au sein des installations de collecte, transport, séparation, filtration et conditionnement des copeaux, sciures et poussières de bois, qui présentent la possibilité d'un risque d'explosion. ;
- mettre en place les dispositifs permettant de limiter les effets d'une explosion au sein des endroits recensés ci-dessus.

A l'issue du délai précité, l'exploitant adressera à l'inspecteur des installations classées un rapport de synthèse des investigations menées et équipements installés

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article premier, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié au directeur général de la SA COMPAGNIE GÉNÉRALE DE SCIERIE ET DE MENUISERIE (C.G.S.M.). Une copie sera déposée en mairie et en préfecture pour consultation par les tiers.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification qui lui est faite du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le maire de JUSSEY ainsi que le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



Fait à Vesoul, le 01 DEC. 2003

Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général

Laurent NUNEZ
Laurent NUNEZ